Vous êtes titulaire d'un contrat d'obligation d'achat d'électricité produite par une installation de cogénération qui bénéficie du **contrat "C13"**.

La fin de saison approche, aussi nous vous rappelons certaines informations relatives au **fonctionnement de votre installation durant l'été tarifaire**.

Déclaration de période de fonctionnement hors appel

Nous vous rappelons que la production de votre installation en dehors d'une période d'appel est rémunérée aux prix des écarts positifs uniquement si vous avez préalablement déclaré cette période de fonctionnement sur le site <http://coge.edf-oa.fr>.

Le préavis de déclaration d'une période de fonctionnement hors appel est de **24h¹**, et la date de fin de préavis ne peut être supérieure à la date de déclaration augmentée de **dix jours²**. Pour des raisons opérationnelles, une période de fonctionnement ne pourra pas être prolongée plus de 2 fois. Une nouvelle période doit être saisie peut débuter à l'issue de la précédente période.

En cas d'absence de production sur une période déclarée de fonctionnement hors appel, vous ne percevez pas de rémunération sur cette période.

Installations en mode « MDSE » en mars 2023 :

Si vous avez choisi le mode de fonctionnement Mise à Disposition du Système Electrique « MDSE » pour le mois de mars 2023, la fin de l'hiver tarifaire est le 1^{er} avril à 2h.

En cas d'appel de l'installation par EDF-OA pour le **31 mars à 7h**, la production de votre installation sera attendue jusqu'au **1^{er} avril 2h** (fin de l'hiver tarifaire), et non 7h. Cet appel durera donc **19h** (et non 24h) et la production de votre installation sera rémunérée au prix « end of day » (EOD) de la veille, soit celui du 30 mars 2023.

Afin de vous aider dans l'élaboration de votre **facture de prime fixe** pour le mois de mars, voici un rappel des modalités de calcul telles que définies dans le contrat d'achat et l'arrêté du 11 octobre 2013.

Calcul de l'Ep :

Lorsque l'installation fonctionne au moins 48 heures consécutives durant l'hiver tarifaire, un calcul de l'Ep est à fournir.

Toutes les périodes de fonctionnement d'au moins 48 heures consécutives doivent être intégrées dans ce calcul, qui doit reposer sur des valeurs mesurées. Pour des raisons de commodité, il est également recevable que le calcul inclue également des périodes de fonctionnement plus courtes durant l'hiver tarifaire.

¹ Conformément à la note référencée 2022-465 de la Direction Générale de l'Energie et du Climat (DGEC) en date du 14 octobre 2022

² Conformément à l'article VIII 1-4 des conditions générales du contrat

Calcul de la disponibilité pour les installations relevant de l'annexe 2 de l'arrêté du 31 juillet 2001 modifié :

Dans le cas d'une installation en mode MDSE, lorsqu'un appel a lieu lors d'une indisponibilité programmée, la disponibilité n'est pas affectée : les heures concernées sont retirées du calcul, dans la limite du plafond Hi, conformément aux conditions générales du contrat. Les heures d'indisponibilité programmée doivent avoir été préalablement déclarées (au plus tard le 15 du mois précédent le début de l'indisponibilité).

Calcul du coefficient à l'efficacité énergétique CE (pour les installations relevant de l'annexe 3 de l'arrêté du 31 juillet 2001 modifié) :

Le coefficient CE est utilisé dans le calcul de la prime fixe. Or ce coefficient dépend de la valeur d'Ep sur la saison 2022/2023. Afin d'être recevable, la facture de la prime fixe du mois de mars doit être accompagnée des éléments justificatifs de cette valeur d'Ep.

Décret n°2020 1301 du 27 octobre 2020 – « Décret TICGN »

Nous vous rappelons que, conformément à ce décret, une régularisation des montants provisionnels de TICGN versés est attendue après chaque hiver tarifaire. Elle devra être déduite de la facture de la prime à l'efficacité énergétique, ou à défaut, de la facture de régularisation de la prime fixe.

Cette régularisation se calcule conformément au titre III de l'article 6 du décret précité :

$$\begin{aligned} \text{Régularisation}_{2022/2023} &= \sum_{\substack{i=\text{avr}-22 \\ \text{mars}-23}}^{\text{déc}-22} (\text{Vélec}_i * \text{tauxTICGN}_{2022}) * \left(\frac{\text{Vgaz}_{2021/2022}}{\text{Vélec}_{2021/2022} + \text{Vchaleur}_{2021/2022}} \right) \\ &+ \sum_{\substack{j=\text{janv}-23 \\ \text{mars}-23}}^{\text{avr}-22} (\text{Vélec}_j * \text{tauxTICGN}_{2023}) * \left(\frac{\text{Vgaz}_{2022/2023}}{\text{Vélec}_{2022/2023} + \text{Vchaleur}_{2022/2023}} \right) \\ &- \sum_{\text{avr}-22} \text{Réfactions provisionnelles versées} \end{aligned}$$

Vous devez joindre à cette facture, conformément à l'article 7 du décret précité, les éléments du calcul de l'Ep pour l'hiver 2022-2023, et, si vous bénéficiez d'un taux réduit, le CERFA n°13715 ou 13720 (pour l'année civile 2022).

La facture susmentionnée devra nous parvenir avant le **31 octobre 2023**. Si votre contrat est arrivé ou arrive à échéance avant cette date, cette facture devra nous parvenir dans un délai de **2 mois** à partir de l'échéance du contrat.

Si cette date butoir n'est pas respectée, ou si la facture n'est pas conforme, un montant forfaitaire de régularisation sera calculé conformément au titre III de l'article 8 du décret précité.

De plus, à défaut de la transmission du calcul de l'Ep dans le délai imparti, conformément aux articles VIII-1-7 et XIV-1-1 des conditions générales du contrat, le contrat d'achat pourra être suspendu.

Informations sur le fonctionnement de votre installation :

Nous vous rappelons qu'EDF OA doit être tenu informé de tout évènement notable concernant le fonctionnement de votre installation, conformément aux dispositions définies contractuellement.

Notamment, lors d'une panne ou du remplacement d'un instrument de mesure pris en compte dans le calcul de l'Ep, vous devez nous en informer sous un délai d'un mois maximum, afin de définir les dispositions transitoires à mettre en œuvre. Les conditions de versement de la prime à efficacité énergétique sont définies à l'annexe 4 des conditions générales du contrat.

Nous rappelons également que le remplacement de tout élément du dispositif de comptage (hormis le dispositif de comptage du gestionnaire de réseau) doit faire l'objet d'un contrôle suite à modifications par un organisme agréé.

Contrôles périodiques

Conformément à l'article 4 de l'arrêté contrôle du 2 novembre 2017³, les installations de cogénération d'électricité et de chaleur valorisée à partir de gaz naturel d'une puissance supérieure ou égale à 50 kilowatts sont soumises à des contrôles périodiques tous les quatre ans.

Un contrôle périodique doit également avoir lieu **entre un et douze mois avant la date de fin du contrat.**

³ Dans sa version en vigueur, modifiée par l'arrêté du 17 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 2 novembre 2017 relatif aux modalités de contrôle des installations de production d'électricité